

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203732]

**8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création de la cellule d'informations financières et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 27 mars 2014;

Vu l'avis 55.968/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 avril 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997, par la loi du 2 avril 2003 et par la loi du 19 janvier 2014;

Vu le protocole n° 446 du Comité de secteur XVI, établi le 6 mai 2014;

Considérant que, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005, le Gouvernement wallon a créé une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public;

Considérant que l'arrêté du 24 mars 2005 portant création d'une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public a été modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2007 et que les missions de la cellule ont été étendues par l'arrêté du 12 février 2009, notamment en matière de partenariats public-privé;

Considérant les demandes adressées à la cellule au cours des dernières années qui l'ont conduite, de fait, à entreprendre à titre accessoire des missions complémentaires à celles qui lui ont été initialement confiées;

Considérant la nécessité d'instituer un point unique de contact de l'Institut des comptes nationaux dans la mise en œuvre des obligations découlant, pour la Région wallonne, du Système européen de compte (SEC95 appelé à devenir, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014, le SEC2010);

Considérant l'intérêt de recourir à la cellule d'informations financières comme point unique de contact en raison de la compétence qu'elle a développée en matière de SEC, des contacts qu'elle a noués avec l'Institut des comptes nationaux et de sa désignation à titre intérimaire en tant que point unique de contact par décision du Gouvernement en date du 14 février 2014;

Considérant que, dans un souci de cohérence et de transparence du cadre d'action de la cellule, il apparaît préférable d'adopter un nouveau statut applicable à cette dernière en lieu et place des arrêtés la régissant actuellement tout en fondant ce nouvel encadrement sur les acquis du fonctionnement antérieur;

Sur proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « cellule » : la cellule d'informations financières instituée par l'article 2;

2° « PPP » : le partenariat public-privé;

3° « SEC » : le système européen des comptes nationaux;

4° « ICN » : l'Institut des comptes nationaux;

5° « entité source » : toute entité qui, aussi bien dans le périmètre des entités publiques et administratives et des entreprises publiques qu'en dehors de ce périmètre, dispose des données nécessaires à l'établissement des statistiques SEC et celles requises dans le cadre de la procédure de déficit excessif (PDE) visée à l'article 126 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et le protocole (n° 12) sur la procédure de déficit excessif;

6° « organisme » : l'organisme auquel est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel;

7° « équipe interne WALCOMFIN » : cellule instituée auprès du Gouvernement wallon chargée de l'assister dans la mise en place, au sein des services généraux de la Région, de la nouvelle comptabilité publique;

8° « Région » : la Région wallonne.

CHAPITRE II. — La cellule d'informations financières et ses missions

**Art. 2.** La cellule est instituée auprès du Gouvernement wallon et placée sous son autorité directe. Le Ministre du Budget en est l'ordonnateur primaire.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La cellule assume une mission d'analyse budgétaire, comptable et financière ainsi que d'expertise en matière de PPP. A ce titre, elle assure une mission d'accompagnement, de conseil, d'expertise, de conception et de mise en œuvre de procédures et outils de suivi.

§ 2. Dans le cadre de sa mission d'analyse budgétaire, comptable et financière, la cellule :

1° assure un suivi des financements alternatifs;

2° analyse les projets de budgets et les comptes des organismes administratifs publics et des unités institutionnelles repris dans le secteur S.1312 de la Région ainsi que leur impact sur le solde de financement et l'endettement de la Région;

3° assiste aux réunions des comités financiers ou équivalents des organismes administratifs publics et assimilés à leur demande;

4° rend des avis juridiques, budgétaires et financiers vis-à-vis des nouvelles politiques initiées par le Gouvernement ou un Ministre et leurs impacts tant sur le résultat SEC que sur les soldes de financements des entités;

5° conseille les organismes administratifs publics et assimilés dans leur politique de financement.

§ 3. Dans le cadre de sa mission d'expertise en matière de partenariat-public-privé, la cellule :

1° rend un avis, dans un délai de trente-cinq jours, sur tout projet de PPP envisagé par la Région ou l'un de ses organismes administratifs publics;

2° accompagne la Région et ses organismes administratifs publics et assimilés dans la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de projets ou de programmes de PPP;

3° rend un avis et accompagne les pouvoirs locaux qui la sollicitent vis-à-vis de projets de PPP, conformément aux principes et mécanismes de la circulaire du 24 décembre 2010 du Ministre des Pouvoirs locaux intitulée « Partenariats public-privé des pouvoirs locaux - Compétence de la cellule d'informations financières »;

4° assure une veille vis-à-vis de l'évolution des PPP;

5° représente la Région au sein des instances et forums européens et internationaux regroupant des unités publiques spécialisées en PPP.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La cellule est le point de contact unique de la Région vis-à-vis de l'ICN, dans le cadre de la transmission des informations et statistiques demandées par l'ICN pour l'établissement des comptes des administrations publiques au sens du SEC ainsi que dans le cadre de la procédure de déficits excessifs.

§ 2. En tant que point de contact unique entre la Région et l'ICN, la cellule :

1° assure la collecte des informations et statistiques requises par l'ICN auprès des entités sources concernées;

2° représente la Région au sein des groupes de travail chargés, en application du protocole conclu entre l'ICN et les autorités publiques belges, d'établir les tableaux, tableurs et listes nécessaires. Dans l'attente de ces nouveaux outils et formats, et à titre transitoire, la cellule inventorie les sources d'informations, centralise les modèles de tableaux et tableurs devant être renseignés par les unités sources, les diffuse et apporte son assistance en vue de les compléter par les unités sources;

3° transmet dans les délais requis les demandes de renseignements complémentaires adressées par l'ICN aux instances publiques et en communique les réponses à l'ICN;

4° informe l'ICN de toute modification susceptible d'avoir une incidence sur la transmission des données ainsi que sur l'établissement des statistiques SEC et de procédure de déficit excessif;

5° représente la Région aux réunions d'informations mutuelles telles que prévues par le protocole de collaboration;

6° centralise et transmet à l'ICN les demandes d'avis préalablement sollicitées par les instances publiques et les entités sources sur l'impact de projets ou transactions sur le solde de financement et l'endettement de la Région;

7° liste toutes les données statistiques attendues par l'ICN, leur fréquence de transmission et le format requis.

Dans l'attente de ces nouveaux outils et formats, et à titre transitoire, la cellule inventorie les sources d'informations, centralise les modèles de tableaux et tableurs devant être renseignés par les unités sources, les diffuse et apporte son assistance en vue de les compléter par les unités sources.

Dans l'hypothèse où l'ICN adresse directement une demande à l'entité source, l'ICN en informe la cellule.

**Art. 5.** La cellule assure la transmission mensuelle à l'Etat fédéral des données budgétaires afférentes aux dépenses et aux recettes réalisées sur base caisse ou sur base de la comptabilité des unités institutionnelles relevant du secteur S.1312 de la Région, à l'exception des données afférentes aux Services du Gouvernement et au Service public de Wallonie.

**Art. 6.** Le Gouvernement ou chacun des Ministres sollicite la cellule pour réaliser des analyses et des audits spécifiques tant juridiques que budgétaires, comptables et financiers vis-à-vis de projets ou de procédures relatives aux missions définies aux articles 2 à 4. La cellule remet par écrit son avis au Gouvernement ou au Ministre.

**Art. 7.** La cellule dispose auprès des entités source de tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses missions.

### CHAPITRE III. — *Composition et organisation de la cellule*

**Art. 8.** Le personnel de la cellule est composé de :

1° un expert dirigeant de niveau A responsable de la cellule;

2° deux experts dirigeants adjoints de niveau A;

3° un expert de niveau A chargé du suivi des évolutions des normes comptables publiques et privées;

4° un expert de niveau A chargé du suivi des évolutions des sources, modalités et conditions de financement des organismes administratifs public et assimilés;

5° dix équivalents temps-plein de niveau A;

6° cinq équivalents temps-plein de niveau B, C ou D.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel de la cellule sont désignés par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre du Budget.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, l'expert chargé du suivi des évolutions des normes comptables publiques et privées est désigné par le Gouvernement sur proposition du Ministre du Budget au sein des membres de la Cour des Comptes.

**Art. 10.** L'expert dirigeant visé à l'article 8, 1°, est responsable de la coordination générale de la cellule, en ce compris sa gestion administrative.

L'un des experts dirigeants adjoints visés à l'article 8, 2°, est responsable des missions d'analyse budgétaire, comptable et financière ainsi que d'expertise en matière de PPP.

L'un des experts dirigeants adjoints visés à l'article 8, 2°, est responsable de la mission de point de contact unique à l'égard de l'ICN.

L'expert dirigeant et les experts dirigeants adjoints visés à l'article 8, 1° et 2°, peuvent redéfinir la répartition des tâches de manière concertée en raison des nouvelles attributions dévolues à la cellule.

**Art. 11.** Un comité de suivi se réunit trimestriellement. Il est composé :

1° d'un représentant de chaque Ministre du Gouvernement;

2° d'un représentant de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie;

3° d'un représentant de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie.

Les analyses réalisées par la cellule sont transmises aux membres du comité.

La cellule transmet au Ministre-Président, aux Vices-Présidents et au Ministre du Budget un rapport d'activité trimestriel. Elle transmet un rapport d'activité annuel au Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *Situation administrative et pécuniaire du personnel*

**Art. 12.** Le personnel de la cellule est composé :

- 1° des membres du personnel à l'issue de la procédure visée à l'article 31, § 1<sup>er</sup> ;
- 2° des membres de l'équipe interne WALCOMFIN à l'issue de la procédure visée à l'article 31, § 2;
- 3° des membres des services du Gouvernement, ou d'un organisme, mis à disposition en application de l'article 445 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique;
- 4° des membres détachés relevant soit :
  - a) d'un service ou organisme d'intérêt public du pouvoir exécutif fédéral;
  - b) d'un service ou organisme d'intérêt public d'un pouvoir exécutif autre que celui de la Région;
  - c) d'une entreprise publique visée par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;
  - d) d'un établissement d'utilité publique visé par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;
  - e) d'une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;
  - f) d'un établissement d'enseignement subventionné;
- 5° des membres désignés par Gouvernement ne relevant pas d'un des services visés aux 1°, 2°, 3° ou 4°.

Le régime juridique des membres du personnel de la cellule est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Ils sont soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel de la cellule qui ne font pas partie des services du Gouvernement ou d'un organisme bénéficient d'une allocation annuelle tenant lieu de traitement fixée comme suit :

- 1° pour l'expert dirigeant et les experts dirigeants adjoints, un montant compris entre 40.790,86 euros et 66.115,99 euros;
- 2° pour les autres membres de niveau A, un montant compris entre 21.112,38 euros et 56.517,16 euros;
- 3° pour les collaborateurs, un montant compris entre 13.257,38 euros et 39.981,53 euros.

§ 2. Par décision motivée et dans les limites des crédits budgétaires alloués à la cellule, le Ministre du Budget peut majorer les rémunérations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, moyennant l'accord du Ministre-Président.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel de la cellule détachés d'un service du Gouvernement ou d'un organisme conservent leur rémunération.

§ 2. Les membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup> bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation annuelle de Cabinet accordée aux membres du personnel des services du Gouvernement ou de tout service public, détachés dans les Cabinets en application de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La situation pécuniaire des membres du personnel de la cellule qui relèvent d'un service ou organisme d'intérêt public du pouvoir exécutif fédéral, d'un service ou organisme d'intérêt public d'un pouvoir exécutif autre que celui de la Région, d'une entreprise publique visée par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, d'un établissement d'utilité publique visé par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, d'une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou d'un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque le service d'origine consent à poursuivre le paiement du traitement, il est octroyé au personnel l'allocation annuelle prévue à l'article 14, § 2.

2° lorsque l'employeur réclame le remboursement du traitement, la Région rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel de la cellule, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui lui sont applicables dans son service d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

3° lorsque le service d'origine suspend le paiement du traitement, le personnel de la cellule obtient, à charge du budget de la Région, une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue à l'article 14, § 2, qui ne peut toutefois pas dépasser ou être inférieure à la rétribution majorée des compléments de traitement, primes et indemnités diverses au sens large et de l'allocation que l'intéressé obtiendrait si les dispositions visées sous 1° lui sont applicables.

**Art. 16.** Les membres de la cellule bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

**Art. 17.** Les traitements, rémunérations, indemnités et allocations des membres du personnel désignés par le Gouvernement wallon sont à charge du budget de la Région.

**Art. 18.** Les indemnités et allocations visées aux articles 13 à 15 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12<sup>e</sup> du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du Code de la Fonction publique wallonne.

**Art. 19.** Les indemnités et allocations prévues aux articles 13 à 15 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 20.** Les dispositions visées par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur en matière de congés et d'absences sont applicables mutatis mutandis aux membres du personnel de la cellule.

CHAPITRE V. — *Frais divers, utilisation de véhicule*

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions du Code de la Fonction publique relatives aux frais de séjour et aux frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables mutatis mutandis au personnel de la cellule.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée au personnel de la cellule, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités forfaitaires annuelles pour frais de séjour qui peuvent être octroyées aux membres du personnel des Cabinets en remplacement des chèques-repas prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur:

1° l'indemnité de Chef de Cabinet pour l'expert dirigeant et les experts dirigeants adjoints, de conseiller ou d'attaché pour les autres membres du personnel de niveau A;

2° l'indemnité de collaborateur ou comptable pour les membres du personnel de niveau B, C ou D.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.

§ 3. Les membres du personnel, qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation de la cellule peuvent bénéficier d'un abonnement pour un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre du Budget et mentionnant des motifs de dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et peut être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont bénéficie le membre du personnel. La mesure ne peut pas avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 4. Dans les limites des crédits budgétaires de la cellule, le Ministre du Budget fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de la cellule qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le Code de la Fonction publique. Le contingent ne peut toutefois pas dépasser douze mille kilomètres par an, par bénéficiaire. Le remboursement intervient uniquement sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 5. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication du personnel de la cellule, sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon qui détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des Cabinets ministériels telle que prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en vigueur.

CHAPITRE VI. — *Fin de fonction et indemnités de départ des membres du personnel*

**Art. 22.** Si, par suite des nécessités du service, les membres du personnel de la cellule, qui ne bénéficient pas de l'allocation forfaitaire de départ prévue à l'article 23, n'ont pas pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leur fonction, il est leur octroyé une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris.

Pour l'application du présent article, le traitement à prendre en considération est celui qui est dû pour des prestations complètes en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence ainsi que, s'il échet, le montant de la majoration de l'allocation tenant lieu de traitement.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre du Budget peut accorder suivant les conditions visées aux paragraphes 3 et 4 une allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel qui ont occupé une fonction au sein de la cellule et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite.

Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. L'allocation forfaitaire est accordée à concurrence de:

1° un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;

2° deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six à douze mois accomplis;

3° trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze à dix-huit mois accomplis;

4° quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;

5° maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

L'ordonnateur primaire ou son délégué fournit, sans délai, au Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. Sans préjudice du paragraphe 1<sup>er</sup>, la condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au paragraphe 4.

§ 4. En dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui soit:

1° ont exercé des fonctions au sein de la cellule dont les seuls revenus sont constitués de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions à la cellule, d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'action sociale;

2° sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans le secteur privé ou dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes;

3° bénéficient d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation de départ est alors fixée conformément au paragraphe 2 et est diminuée, après pondération :

1° de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes dans le secteur public ou privé ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel au sein de la cellule;

2° des revenus procurés par une allocation de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation tenant lieu de traitement visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, en ce compris le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, augmentée, s'il échet, de l'allocation de foyer ou de résidence, relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercée pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations du bénéficiaire entrant en ligne de compte pour le calcul de l'allocation de Cabinet.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

#### CHAPITRE VII. — *Ordonnateurs, comptable et délégations*

**Art. 24.** Délégation est accordée au Chef de Cabinet du Ministre du Budget pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 09 de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel de la cellule.

**Art. 25.** Une délégation est accordée à l'expert dirigeant de la cellule jusqu'à concurrence d'un montant de 8.500 euros hors T.V.A., pour engager, approuver et liquider toute dépense imputable sur les allocations de base 12.01 et 74.01 du programme 09 relatives respectivement au fonctionnement de la cellule et à l'achat de biens divers de la division organique 12 du budget général des dépenses de la Région.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la cellule et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel de la cellule.

§ 2. Une délégation est accordée au conseiller, responsable du Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou ses délégués visés aux articles 24 et 25 imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 09 de la division organique 12 du budget général des dépenses de Région relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel de la cellule.

**Art. 27.** Les dispositions des articles 24, 25 et 26 n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

**Art. 28.** Un trésorier décentralisé est désigné parmi les membres du personnel de la cellule.

Des avances de fonds lui sont consenties dans le respect des plafonds fixés dans le dispositif du budget général des dépenses de la Région pour les trésoriers décentralisés du Service public de Wallonie à l'effet de payer les créances n'excédant pas 8.500 euros hors T.V.A.

#### CHAPITRE VIII. — *Equiperment et moyens de fonctionnement*

**Art. 29.** Le Gouvernement prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition de la cellule de locaux, de mobiliers et d'équipements informatiques et bureautiques nécessaires à son fonctionnement. Les équipements peuvent être acquis ou loués.

**Art. 30.** Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le dirigeant expert de la cellule propose les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission. Il prépare, le cas échéant, les propositions d'achat qui sont nécessaires en complément des moyens matériels visés.

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions finales et transitoires*

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Les membres de la cellule d'informations financières instituée par l'arrêté du 24 mars 2005 intègrent d'office la cellule instituée par le présent arrêté. Ils conservent leur situation pécuniaire et administrative.

§ 2. Les membres de l'équipe interne WALCOMFIN en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception des membres du personnel dont la mise à disposition n'est pas prolongée, sont, sur base volontaire, intégrés à la cellule instituée par le présent arrêté. Ils conservent leur situation administrative et pécuniaire.

Les membres visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont informés par le Ministre du Budget de la faculté d'option qui leur est ouverte. Ils disposent d'un délai de dix jours pour informer le Ministre du Budget de leur choix. En cas d'option en faveur d'une affectation au sein de la cellule, ils intègrent d'office la cellule et conservent leur situation pécuniaire et administrative.

**Art. 32.** La cellule s'assure de la compatibilité entre les références effectuées au présent arrêté et tout nouvel arrêté relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement.

Dans le cas d'une incompatibilité, d'une incohérence ou de toute difficulté d'application du présent arrêté qui résulte de l'entrée en vigueur d'un nouvel arrêté relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, la cellule adresse au Gouvernement les propositions de modification du présent arrêté qui lui paraissent s'imposer afin d'y remédier.

**Art. 33.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public est abrogé.

**Art. 34.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 35.** Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203732]

**8. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gründung der Stelle für Finanzinformationen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87 § 1 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 geänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des am 26. März 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 27. März 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats Nr. 55.968/2, das am 30. April 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat in der durch die Gesetze vom 4. August 1996, vom 8. September 1997, vom 2. April 2003 und vom 19. Januar 2014 geänderten Fassung abgegeben wurde;

Aufgrund des am 6. Mai 2014 erstellten Protokolls Nr. 446 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung durch ihren Erlass vom 24. März 2005 eine Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses gegründet hat;

In der Erwägung, dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses durch den Erlass vom 1. Februar 2007 geändert worden ist, und dass die Aufgaben der Zelle durch den Erlass vom 12. Februar 2009 ausgedehnt worden sind, insbesondere was öffentlich-private Partnerschaften anbelangt;

In Erwägung der in den letzten Jahren bei der Zelle eingegangenen Anträge, die sie dazu veranlasst haben, sich neben den Aufgaben, mit denen sie ursprünglich betraut wurde, zusätzlich weitere Aufgabenbereiche zu bearbeiten;

In Erwägung der Notwendigkeit, im Rahmen der Erfüllung der sich aus dem Europäischen System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen (ESVG95, welches ab dem 1. September 2014 zum ESVG2010 werden soll) ergebenden Auflagen der Wallonischen Region eine einzige Kontaktstelle des Instituts für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung einzurichten;

In Erwägung des dadurch entstehenden Nutzens, die Stelle für Finanzinformationen aufgrund ihrer nach und nach entwickelten Fachkenntnisse in Sachen ESVG, ihrer mit dem Institut für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung gepflegten Kontakte und ihrer zeitweiligen Bezeichnung durch Beschluss der Regierung vom 14. Februar 2014 als einzige Kontaktstelle in Anspruch zu nehmen;

In der Erwägung, dass es im Hinblick auf die Kohärenz und Transparenz des Aktionsrahmens der Stelle vorzuziehen wäre, neue, auf Letztere anwendbare Satzungen zu verabschieden anstatt der Erlasse, aufgrund deren sie derzeit geregelt wird, wobei dieser neue Rahmen auf die Errungenschaften der bisher geleisteten Arbeit zu stützen ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Stelle": die durch Artikel 2 eingerichtete Stelle für Finanzinformationen,

2° "ÖPP": die öffentlich-private Partnerschaft,

3° "ESVG": das Europäische System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen,

4° "IVG": das Institut für Volkswirtschaftliche Gesamtrechnung,

5° "Quelleinheit": jede Einheit, die sowohl innerhalb als auch außerhalb des Umkreises von staatlichen Stellen, Verwaltungseinheiten und öffentlichen Unternehmen über Daten verfügt, die zur Erstellung der ESVG-Statistiken notwendig sind sowie derjenigen, die im Rahmen des Verfahrens bei einem übermäßigen Defizit (VÜD) gemäß Artikel 126 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (AEUV) und gemäß dem Protokoll (Nr. 12) über das Verfahren bei einem übermäßigen Defizit erforderlich sind,

6° "Einrichtung": eine Einrichtung, auf die das Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals Anwendung findet,

7° "internes WALCOMFIN-Team": Zelle, die bei der Wallonischen Regierung eingerichtet und damit beauftragt ist, diese bei der Einführung der neuen öffentlichen Buchführung innerhalb der allgemeinen Dienststellen der Region zu unterstützen,

8° "Region": die Wallonische Region.

KAPITEL II — *Die Stelle für Finanzinformationen und ihre Aufgaben*

**Art. 2** - Die Stelle wird bei der Wallonischen Regierung eingerichtet und ist ihr direkt unterstellt. Der Minister für Haushalt ist deren Hauptanweisungsbefugter.

**Art. 3** - § 1. Die Stelle übernimmt Aufgaben der Haushalts-, der Finanzanalyse und der Analyse von Buchführungen, sowie Expertiseaufträge in Sachen ÖPP. In dieser Eigenschaft erledigt sie Betreuungs- und Beratungsaufgaben, Expertiseaufträge und Aufgaben zur Ausarbeitung und Anwendung von Beobachtungsverfahren und -instrumenten.

§ 2. Im Rahmen ihrer Aufgaben der Haushalts- und Finanzanalyse und der Buchprüfung hat die Stelle

1° die alternativen Finanzierungen zu überwachen,

2° die Haushaltsplanentwürfe und die Rechnungen der öffentlichen administrativen Einrichtungen und institutionellen Einheiten, die zum Sektor S.1312 der Region gehören, sowie deren Auswirkungen auf den Finanzierungssaldo und die Schuldenlast der Region zu analysieren,

3° den Tagungen der Finanz- oder äquivalenten Ausschüsse der öffentlichen administrativen und der gleichgestellten Einrichtungen auf deren Ersuchen beizuwohnen,

4° Rechts-, Haushalts- und Finanzgutachten bezüglich neuer, von der Regierung oder von einem Minister eingeleiteter Politiken und bezüglich deren Auswirkungen sowohl auf das ESGV-Ergebnis als auch auf die Finanzierungssaldos der betroffenen Einheiten abzugeben, und

5° die öffentlichen administrativen und die gleichgestellten Einrichtungen über ihre Finanzierungspolitik zu beraten.

§ 3. Im Rahmen ihrer Expertiseaufträge im Bereich der öffentlich-privaten Partnerschaft hat die Stelle

1° jedes ÖPP-Vorhaben der Region bzw. einer ihrer öffentlichen administrativen Einrichtungen innerhalb einer Frist von fünfunddreißig Tagen zu begutachten,

2° die Region und ihre öffentlichen administrativen bzw. gleichgestellten Einrichtungen bei der Planung, Erarbeitung, Umsetzung und Überwachung von ÖPP-Vorhaben oder -Programme zu begleiten,

3° gemäß den Grundsätzen und Verfahren des Rundschreibens vom 24. Dezember 2010 des Ministers für lokale Behörden mit der Überschrift "Öffentlich-private Partnerschaften der lokalen Behörde - Zuständigkeitsbereich der Stelle für Finanzinformationen" in Bezug auf ÖPP-Vorhaben Gutachten abzugeben und die betreffenden lokalen Behörden zu betreuen, insofern sie dies beantragen,

4° für die Überwachung der Entwicklung der ÖPP zu sorgen, und

5° die Region innerhalb der europäischen und internationalen Institutionen und Foren zu vertreten, die öffentliche auf ÖPP spezialisierte Einheiten umfassen.

**Art. 4 - § 1.** Die Stelle ist die einzige Kontaktstelle der Region mit dem IVG im Rahmen der Übermittlung von Informationen und Statistiken, die zur Erstellung der Rechnungsabschlüsse der öffentlichen Verwaltungen im Sinne des ESGV sowie im Rahmen des Verfahrens bei einem übermäßigen Defizit vom IVG angefordert werden.

§ 2. Als einzige Kontaktstelle zwischen der Region und dem IVG hat die Stelle

1° die vom IVG erbetenen Informationen und Statistiken bei den betroffenen Quelleinheiten zu sammeln,

2° die Region innerhalb der Arbeitsgruppen zu vertreten, die in Anwendung des zwischen dem IVG und den belgischen öffentlichen Behörden geschlossenen Protokolls mit der Erstellung der erforderlichen Tabellen, Rechenblätter und Verzeichnisse beauftragt sind. In Erwartung dieser neuen Instrumente und Formate hat die Stelle übergangsweise die Informationsquellen aufzulisten, die Muster für die von den Quelleinheiten beizubringenden Tabellen und Rechenblätter zu zentralisieren, sie zu verbreiten und bei deren Vervollständigung von den Quelleinheiten diese zu unterstützen,

3° innerhalb der erforderlichen Fristen die vom IVG bei den öffentlichen Instanzen gestellten Anträge auf ergänzende Auskünfte weiterzuleiten und die Antworten darauf dem IVG mitzuteilen,

4° das IVG über jede Änderung zu unterrichten, die sich auf die Datenübermittlung und auf die Erstellung der ESGV- und der VÜD-Statistiken auswirken könnte,

5° die Region bei den durch das Zusammenarbeitsprotokoll vorgesehenen Versammlungen zur gegenseitigen Unterrichtung zu vertreten,

6° die vorab von den öffentlichen Instanzen und Quelleinheiten gestellten Anträge auf Gutachten betreffend die Auswirkungen von Projekten oder Geschäften auf den Finanzierungssaldo und die Schuldenlast der Region zu zentralisieren und dem IVG zu übermitteln, und

7° alle vom IVG erwarteten statistischen Daten, die Häufigkeit ihrer Übertragung und das jeweils erforderliche Format aufzulisten.

In Erwartung dieser neuen Instrumente und Formate hat die Stelle übergangsweise die Informationsquellen aufzulisten, die Muster für die von den Quelleinheiten beizubringenden Tabellen und Rechenblätter zu zentralisieren, sie zu verbreiten und bei deren Vervollständigung von den Quelleinheiten diese zu unterstützen.

Falls das IVG eine Anfrage unmittelbar an die Quelleinheit richtet, hat es die Stelle davon zu benachrichtigen.

**Art. 5 -** Die Stelle sorgt für die monatliche Übermittlung an den Föderalstaat von Haushaltsdaten in Bezug auf Einnahmen und Ausgaben, die nach dem Zahlungszeitpunkt oder auf der Grundlage der Buchführung der dem Sektor S.1312 der Region unterliegenden institutionellen Einheiten erfasst wurden, mit Ausnahme der mit den Dienststelle der Regierung und der mit dem Öffentlichen Dienst der Wallonie verbundenen Daten.

**Art. 6 -** Die Regierung bzw. jeder der Minister zieht die Stelle zur Durchführung gezielter Analysen und Audits in Bezug auf den Haushaltsplan, die Rechnungslegung, die finanziellen und rechtlichen Aspekte bei Projekten oder Vorgängen im Zusammenhang mit den in Art. 2 bis 4 aufgeführten Ausgaben heran. Die Stelle gibt ihr Gutachten bei der Regierung bzw. dem Minister schriftlich ab.

**Art. 7 -** Die Stelle verfügt über alle zur Ausübung ihrer Aufgaben notwendigen Auskünfte aus den Quelleinheiten.

### KAPITEL III — *Zusammensetzung und Arbeitsweise der Stelle*

**Art. 8 -** Das Personal der Stelle setzt sich aus

1° einem für die Stelle verantwortlichen leitenden Experten der Stufe A,

2° zwei beigeordneten leitenden Experten der Stufe A,

3° einem mit der Beobachtung der Entwicklung öffentlicher und privater Rechnungslegungsstandards beauftragten Experten der Stufe A,

4° einem mit der Beobachtung der Entwicklung der Finanzierungsquellen, -modalitäten und -bedingungen für öffentliche administrative und gleichgesetzte Einrichtungen beauftragten Experten der Stufe A,

5° zehn Vollzeiteinheiten entsprechenden Bediensteten der Stufe A und

6° fünf Vollzeiteinheiten entsprechenden Bediensteten der Stufe B, C oder D

zusammen.

**Art. 9 - § 1.** Die Personalmitglieder der Stelle werden von der Regierung auf Vorschlag des Ministers für Haushalt bezeichnet.

§ 2. In Abweichung von § 1 bezeichnet die Regierung auf Vorschlag des Ministers für Haushalt unter den Mitgliedern des Rechnungshofes den Experten, der mit der Beobachtung der Entwicklung öffentlicher und privater Rechnungslegungsstandards beauftragt ist.

**Art. 10** - Der in Artikel 8 Ziffer 1° genannte leitende Experte ist für die allgemeine Koordinierung der Stelle einschließlich der administrativen Verwaltung verantwortlich.

Einer der in Artikel 8 Ziffer 2° genannten Experten ist für die Aufgaben der Haushaltsanalyse, der Analyse von Buchführungen und der Finanzanalyse sowie für die Expertiseaufträge in Sachen ÖPP verantwortlich.

Einer der in Artikel 8 Ziffer 2° genannten Experten ist für die Aufgabe als einzige Kontaktstelle des IVG verantwortlich.

Der leitende Experte und die beigeordneten leitenden Experten gemäß Artikel 8 Ziffer 1° bzw. 2° sind ermächtigt, angesichts neuer Befugniszuweisungen an die Stelle die Aufgabenverteilung unter den Mitarbeitern in konzertierter Weise neu zu bestimmen.

**Art. 11** - Ein Überwachungsausschuss tritt vierteljährlich zusammen. Er besteht aus

1° einem Vertreter jedes Ministers der Regierung,

2° einem Vertreter der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und

3° einem Vertreter der operativen Generaldirektion Lokale Behörden, Soziale Maßnahmen und Gesundheit des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Die Analysen der Stelle werden den Ausschussmitgliedern unterbreitet.

Die Stelle legt dem Minister-Präsidenten, den Vizepräsidenten und dem Minister für Haushalt einen vierteljährlichen Tätigkeitsbericht vor. Der Regierung erstattet sie jährlich über ihre Tätigkeiten Bericht.

#### KAPITEL IV — *Administrativer und Besoldungsstand des Personals*

**Art. 12** - Das Personal der Stelle setzt sich aus folgenden Mitgliedern zusammen:

1° den Personalmitgliedern infolge des durch Artikel 31 § 1 dargelegten Verfahrens,

2° den Mitgliedern des internen WALCOMFIN-Teams im Anschluss an das durch Artikel 31 § 2 dargelegte Verfahren,

3° den Mitarbeitern der Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung, die in Anwendung von Artikel 445 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zur Verfügung gestellt worden sind,

4° entsandten Mitarbeitern

a) aus einer Dienststelle oder Einrichtung öffentlichen Interesses der föderalen ausführenden Gewalt,

a) aus einer Dienststelle oder Einrichtung öffentlichen Interesses einer anderen ausführenden Gewalt als der der Region,

c) aus einem öffentlichen Unternehmen im Sinne des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen,

d) aus einer gemeinnützigen Einrichtung im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen,

e) die von einer aufgrund des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen gegründeten juristischen Person des öffentlichen Rechts abhängen, oder

f) aus einer subventionierten Lehranstalt,

5° den von der Regierung bezeichneten Mitgliedern, die keiner der in Ziffern 1°, 2°, 3° und 4° angeführten Dienststellen angehören.

Die Rechtsposition der Personalmitglieder der Stelle ist statutarisch und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist darauf nicht anwendbar. Sie unterliegen dem Statut der Sozialsicherheit für die Vertragspersonalmitglieder des Staates.

**Art. 13** - § 1. Die Personalmitglieder der Stelle, die nicht zu den Dienststellen der Regierung oder einer Einrichtung gehören, beziehen anstelle des Gehalts eine wie folgt festgelegte jährliche Zulage:

1° für den leitenden Experten und die beigeordneten leitenden Experten, einen Betrag zwischen 40.790,86 Euro und 66.115,99 Euro;

2° für die sonstigen Mitarbeiter der Stufe A, einen Betrag zwischen 21.112,38 Euro und 56.517,16 Euro;

3° für die Angestellten, einen Betrag zwischen 13.257,38 Euro und 39.981,53 Euro.

§ 2. Vorbehaltlich der Zustimmung des Ministers-Präsidenten kann der Minister für Haushalt durch einen mit Gründen versehenen Beschluss die in § 1 angeführten Entlohnungen im Rahmen der der Stelle zugeteilten Haushaltsmittel erhöhen.

**Art. 14** - § 1. Die aus einer Dienststelle der Regierung oder einer Einrichtung entsandten Personalmitglieder der Stelle behalten ihren Lohn.

§ 2. Die Personalmitglieder gemäß § 1 erhalten eine jährliche Zulage in Höhe der jährlichen Kabinettszuwendung an die Mitarbeiter der Dienststellen der Regierung oder jeglichen öffentlichen Dienstes, die in Anwendung des geltenden Erlasses der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung in die Kabinette entsandt werden.

**Art. 15** - § 1. Der Besoldungsstand der Personalmitglieder der Stelle, die von einer Dienststelle oder Einrichtung öffentlichen Interesses der föderalen ausführenden Gewalt, von einer Dienststelle oder Einrichtung öffentlichen Interesses einer anderen führenden Gewalt als der der Region, von einem öffentlichen Unternehmen im Sinne des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen, von einer gemeinnützigen Einrichtung im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen, von einer aufgrund des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen gegründeten juristischen Person des öffentlichen Rechts oder von einer subventionierten Lehranstalt abhängen, wird wie folgt geregelt:

1° Wenn die Herkunftsdienststelle darin einwilligt, das Gehalt weiterhin auszuzahlen, wird dem Personal die in Artikel 14 § 2 vorgesehene jährliche Zulage erteilt.

2° Wenn der Arbeitgeber die Rückzahlung des Gehalts verlangt, erstattet die Region der Herkunftsdienststelle die Entlohnung des Personalmitglieds der Stelle, die Zahlung des Urlaubsgelds, die Jahresabschlussprämie und alle sonstigen Zulagen und Entschädigungen, die gemäß den innerhalb seiner Herkunftsdienststelle auf das Mitglied anwendbaren Bestimmungen ggf. zuzüglich der Arbeitgeberbeiträge berechnet werden.



3° Wenn die Herkunftsdienststelle die Auszahlung des Lohns einstellt, erhält das Personal der Stelle anstelle des Gehalts eine jährliche Zulage zu Lasten des Haushalts der Region, die um die in Artikel 14 § 2 vorgesehene jährliche Zulage erhöht wird, wobei jene Zulage die Entlohnung zuzüglich Gehaltsergänzungen, Prämien und sonstiger Entschädigungen im weiteren Sinne einschließlich der dem Betroffenen zustehenden Zulage, sofern die unter Ziffer 1° genannten Bestimmungen auf ihn anwendbar sind, weder über- noch unterschreiten darf.

**Art. 16** - Die Mitarbeiter der Stelle haben Anspruch auf Kinderzulagen, eine Geburtsbeihilfe, eine Haushalts- bzw. Ortszulage, Urlaubsgeld, die Jahresabschlussprämie und jede sonstige Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

**Art. 17** - Die Gehälter, Vergütungen, Entschädigungen und Zulagen der von der Wallonischen Regierung bezeichneten Personalmitglieder gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

**Art. 18** - Die in Art. 13 bis 15 angeführten Entschädigungen und Zulagen werden nach Ablauf eines jeden Monats ausgezahlt. Die monatliche Zulage entspricht 1/12 des Jahresbetrags. Wenn die monatliche Zulage nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie gemäß den durch das Besoldungsstatut im Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Vorschriften in Dreißigsteln ausgezahlt.

**Art. 19** - Die in Art. 13 bis 15 vorgesehenen Entschädigungen und Zulagen hängen gemäß den durch Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs von den Schwankungen des Verbraucherpreisindex ab und sind an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

**Art. 20** - Die Bestimmungen des geltenden Erlasses der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung in Sachen Urlaub und Abwesenheiten finden sinngemäß auf die Personalmitglieder der Stelle Anwendung.

#### KAPITEL V — *Nebenkosten, Fahrzeugbenutzung*

**Art. 21** - § 1. Die Bestimmungen des Kodex des öffentlichen Dienstes in Bezug auf Aufenthalts- und Fahrtkosten, die bei Fahrten aus Dienstgründen und bei der Benutzung öffentlicher Verkehrsmittel entstehen, finden sinngemäß auf das Personal der Stelle Anwendung.

§ 2. Eine jährliche Pauschalentschädigung für Aufenthaltskosten kann den Personalmitgliedern der Stelle anstelle der Essensgutscheine gewährt werden.

Bei der Festlegung des Entschädigungsbetrags wird auf die durch den geltenden Erlass der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen jährlichen Pauschalentschädigungen für Aufenthaltskosten Bezug genommen, die die Personalmitglieder der Kabinette anstelle der Essensgutscheine erhalten können, und zwar wie folgt:

1° Die Entschädigung des Kabinettschefs entspricht der des leitenden Experten und der beigeordneten leitenden Experten, die eines Beraters oder eines Attachés entspricht der der sonstigen Personalmitglieder der Stufe A;

2° Die Entschädigung eines Mitarbeiters oder eines Rechnungsführers entspricht der der Personalmitglieder der Stufe B, C oder D.

Die Entschädigung wird nach Abschluss eines jeden Monats ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen anteilig berechnet werden.

Die Entschädigung wird während Abwesenheitsperioden, die dreißig Kalendertage nicht übersteigen, aufrecht erhalten.

§ 3. Die Personalmitglieder, deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts der Stelle befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise und unter Vorbehalt einer vom Minister für Haushalt ausgestellten Sondergenehmigung unter Angabe der Abweichungsgründe den finanziellen Gegenwert erhalten. Die Abonnementsdauer wird auf einen Monat beschränkt und kann jeden Monat verlängert werden. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad des Personalmitglieds bestimmt. Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass das Personalmitglied einer niedrigeren Abonnementsklasse zugeordnet wird als derjenigen, auf die es in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 4. Im Rahmen der Haushaltsmittel der Stelle bestimmt der Minister für Haushalt die individuelle Kilometeranzahl, die den anderen Personalmitgliedern der Stelle jährlich zu gewähren ist, denen unter den im Kodex des öffentlichen Dienstes vorgesehenen Bedingungen die Benutzung ihres persönlichen Kraftfahrzeugs zu Dienstzwecken erlaubt werden kann. Die Kilometeranzahl darf jedoch nicht mehr als zwölftausend Kilometer pro Jahr und Berechtigten betragen. Die Rückzahlung erfolgt nur auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung, der Belege beigefügt werden zur Bescheinigung, dass die Fahrten tatsächlich aus Dienstgründen stattgefunden haben.

§ 5. Die Modalitäten für den Erwerb und die Verwendung der Amts- und Dienstfahrzeuge, die Modalitäten bezüglich der Beteiligung an den Anschlussgebühren für Festnetz- und Mobiltelefonie, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der Personalmitglieder der Stelle werden in dem Rundschreiben der Wallonischen Regierung zur Bestimmung und Harmonisierung der u.a. in Sachen Verwaltung und Arbeitsweise der ministeriellen Kabinette anzuwendenden Verfahren geregelt, das durch den geltenden Erlass der Wallonischen Regierung über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehen ist.

#### KAPITEL VI — *Amtsbeendigung und Abgangsentschädigungen der Personalmitglieder*

**Art. 22** - Wenn es den Personalmitgliedern der Stelle, die die in Artikel 23 vorgesehene pauschale Abgangsentschädigung nicht beziehen, infolge der Diensterfordernisse nicht möglich gewesen ist, vor der endgültigen Einstellung ihrer Amtstätigkeit ihren Jahresurlaub ganz oder teilweise zu nehmen, wird ihnen eine Ausgleichszulage gewährt, deren Betrag ihrer letzten Entlohnung der nicht beanspruchten Urlaubstage entspricht.

Zur Anwendung dieses Artikels ist das zu berücksichtigende Gehalt dasjenige, das für vollständige Leistungen zu zahlen ist, einschließlich der etwaigen Haushalts- bzw. Ortszulage sowie ggf. des Erhöhungsbetrags der das Gehalt ersetzenden Zulage.

**Art. 23** - § 1. Gemäß den Bedingungen in § 3 und § 4 kann der Minister für Haushalt den Mitarbeitern, die innerhalb der Stelle ein Amt ausgeübt haben und kein Berufs- bzw. Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension erhalten, eine pauschale Abgangsentschädigung gewähren.

Eine Hinterbliebenenpension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum bewilligte Existenzminimum werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2. Die pauschale Abgangsentschädigung entspricht

1° einem Monat Zulage für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von drei bis sechs vollen Monaten;

2° zwei Monaten Zulage für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von über sechs bis zwölf vollen Monaten;

3° drei Monaten Zulage für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von über zwölf bis achtzehn vollen Monaten;

4° vier Monaten Zulage für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von über achtzehn bis vierundzwanzig vollen Monaten;

5° höchstens fünf Monaten Zulage für einen ununterbrochenen Tätigkeitszeitraum von über vierundzwanzig Monaten.

Der Hauptanweisungsbefugte oder dessen Vertreter hat der ständigen Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten unverzüglich alle zur Berechnung der pauschalen Abgangsentschädigung eines jeden Berechtigten erforderlichen Angaben zu übermitteln.

§ 3. Die Abgangsentschädigung wird in Monatsraten gewährt. Unbeschadet des § 1 besteht deren Gewährungsbedingung in der monatlichen Einreichung von dem Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder dass er sich in einer der in § 4 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 4 In Abweichung von § 1 kann der Minister eine pauschale Abgangsentschädigung den Personen gewähren,

1° die ein Amt innerhalb der Stelle ausgeübt haben, und deren einziges Einkommen in der Entlohnung besteht, die mit der Ausübung seit mindestens drei Monaten vor der Amtsbeendigung in der Stelle eines Mandats als Bürgermeister, Schöffe oder Präsident eines öffentlichen Sozialhilfezentrums verbunden ist,

2° oder die ausschließlich Inhaber eines oder mehrerer Teilzeitstellen bzw. -ämter im Privatsektor bzw. in einer Dienststelle einer gesetzgebenden Gewalt, in einer öffentlichen Dienststelle oder in einer subventionierten Lehranstalt, oder ausschließlich Empfänger einer oder mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnen verbundenen Pensionen zu Lasten der Staatskasse sind,

3° oder Arbeitslosengeld, eine gesetzliche Krankheits- und Invaliditätsentschädigung oder Mutterschaftsgeld beziehen.

Die Abgangsentschädigung wird in diesem Fall gemäß § 2 festgelegt und nach Gewichtung

1° um den Gesamtbetrag, der dem Betroffenen für den entsprechenden Zeitraum entweder als Vergütung für die Ausübung einer unvollständigen Funktion im öffentlichen bzw. privaten Sektor oder als Pension zu zahlen ist - je nachdem die Abgangsentschädigung Vollzeit- oder Teilzeitleistungen innerhalb der Stelle betrifft -, sowie

2° um die Einkünfte in Form von Arbeitslosengeld, einer gesetzlichen Krankheits- und Invaliditätsentschädigung oder von Mutterschaftsgeld gekürzt.

§ 5. Der Bruttomonatsbetrag der pauschalen Abgangsentschädigung ist der indexierte Bruttomonatsbetrag der Zulage als Ersatz für das Gehalt gemäß Artikel 13 § 1, einschließlich ihres etwaigen Erhöhungsbetrags ggf. zuzüglich der Haushalts- bzw. Ortszulage, für den letzten Monat der Tätigkeit, die der Betroffene während wenigstens drei Monaten ausgeübt hat, wobei der Betrag je nach dem für die Berechnung der Kabinettszuwendung berücksichtigten Leistungssystem des Berechtigten gewichtet wird.

§ 6. Die Personen, die freiwillig aus dem Amt scheidern, haben keinen Anspruch auf Abgangsentschädigung.

#### KAPITEL VII — *Anweisungsbefugte, Rechnungsführer und Vollmachten*

**Art. 24** - Der Kabinettschef des Ministers für Haushalt wird bevollmächtigt, jede Ausgabe im Zusammenhang mit dem Personal der Stelle gewährten Entschädigungen und Zulagen einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 09 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist.

**Art. 25** - Der leitende Experte der Stelle wird bevollmächtigt, jede Ausgabe bis zu einem Betrag von 8.500 Euro abzgl. MwSt. im Zusammenhang mit der Arbeitsweise der Stelle bzw. mit dem Erwerb verschiedener Güter einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen, die auf die Basiszuwendung 12.01 bzw. 74.01 des Programms 09 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Haushaltsplans der Region anrechenbar ist.

**Art. 26** - § 1. Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten wird mit dem administrativen Beistand für die Stelle in Personalangelegenheiten und mit der Verwaltung der dem Personal der Stelle gewährten Gehälter, Entschädigungen und Zulagen beauftragt.

§ 2. Der für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten zuständige Berater wird bevollmächtigt, um jede von dem Hauptanweisungsbefugten oder seinen Bevollmächtigten gemäß Art. 24 und 25 eingegangene Ausgabe im Zusammenhang mit dem Personal der Stelle gewährten Gehältern, Entschädigungen und Zulagen anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 09 des Organisationsbereichs 12 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist.

**Art. 27** - Die Bestimmungen der Artikel 24, 25 und 26 führen nicht dazu, dass dem Hauptanweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle im vorliegenden Erlass genannten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und anzuordnen.

**Art. 28** - Unter den Personalmitgliedern der Stelle wird ein dezentraler Kassenführer bezeichnet.

Geldvorschüsse werden ihm unter Einhaltung der im System des allgemeinen Ausgabenhaushalts der Wallonischen Region festgesetzten Höchstbetragsgrenzen für die dezentralen Kassenführer des Öffentlichen Dienstes der Wallonie gewährt, um Forderungen bis zu 8.500 Euro abzgl. MwSt. zu begleichen.

KAPITEL VIII — *Ausrüstung und Betriebsmittel*

**Art. 29** - Die Regierung trifft alle geeigneten Maßnahmen, um Räumlichkeiten, Mobiliar und EDV- und Büroausstattungen, die hinsichtlich der Arbeitsweise der Stelle notwendig sind, zu deren Verfügung zu stellen. Die Ausrüstungen können erworben oder gemietet werden.

**Art. 30** - Unter Einhaltung der Bestimmungen zur Regelung der öffentlichen Aufträge bietet der leitende Experte der Stelle die Dienstleistungsverträge an, insbesondere um sich bei der Erfüllung ihrer Aufgabe den Beistand von Beratungsbüros zu sichern. Gegebenenfalls bereitet er Kaufvorschläge vor, die sich zusätzlich zu den vorerwähnten Sachmitteln als erforderlich erweisen.

KAPITEL IX — *Schluss- und Übergangsbestimmungen*

**Art. 31** - § 1. Die Mitarbeiter der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 eingerichteten Zelle für finanzielle Informationen werden von Amts wegen in die durch den vorliegenden Erlass eingerichteten Stelle aufgenommen. Sie behalten ihren Verwaltungs- und Besoldungsstand.

§ 2. Die Mitglieder des internen WALCOMFIN-Teams, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Erlasses im Amt sind, mit Ausnahme der Personalmitglieder, deren Zurverfügungstellung nicht verlängert wird, werden auf freiwilliger Grundlage in die durch diesen Erlass eingerichtete Stelle aufgenommen. Sie behalten ihren Verwaltungs- und Besoldungsstand.

Die in Absatz 1 genannten Mitglieder werden vom Minister für Haushalt über die ihnen eröffnete Auswahlmöglichkeit informiert. Sie verfügen über eine Frist von zehn Tagen, um dem Minister für Haushalt ihre Entscheidung mitzuteilen. Falls sie sich dafür entscheiden, innerhalb der Stelle eingesetzt zu werden, werden sie in diese von Amts wegen aufgenommen und behalten ihren Verwaltungs- und Besoldungsstand.

**Art. 32** - Die Stelle hat die Vereinbarkeit zwischen den Verweisen auf diesen Erlass und jedem neuen Erlass über die Kabinette der Minister der Regierung sicherzustellen.

Im Falle einer Unvereinbarkeit, der Zusammenhangslosigkeit oder einer Schwierigkeit bei der Anwendung dieses Erlasses, die auf das Inkrafttreten eines neuen Erlasses über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung zurückzuführen ist, teilt die Stelle die Änderungsvorschläge bezüglich des vorliegenden Erlasses, die sie zur Behebung solcher Mängel für unabdingbar hält, der Regierung mit.

**Art. 33** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird aufgehoben.

**Art. 34** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 35** - Der Minister für Haushalt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203732]

**8 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering houdende oprichting van de cel voor financiële informatie en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005**

De Waalse Regering,

Gelet de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 maart 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 maart 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 27 maart 2014;

Gelet op advies nr. 55.968/2 van de Raad van State, gegeven op 30 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, de wet van 8 september 1997, de wet van 2 april 2003 en de wet van 19 januari 2014;

Gelet op protocol nr. 446 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 6 mei 2014;

Overwegende dat bij het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005, de Waalse Regering een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen heeft opgericht;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen bij het besluit van 1 februari 2007 gewijzigd is en dat de opdrachten van de cel uitgebreid zijn bij het besluit van 2 februari 2009, met name inzake de openbare-private partnerschappen;

Overwegende dat de aanvragen gericht aan de cel tijdens deze laatste jaren, haar immers ertoe geleid hebben om bijkomende opdrachten uit te oefenen ter aanvulling van degene die haar oorspronkelijk zijn toevertrouwd;

Overwegende dat het nodig is om een enig contactpunt van het Instituut voor nationale rekeningen in te stellen in de uitvoering van de verplichtingen voortvloeiend voor het Waalse Gewest van het Europees systeem van nationale rekeningen (ESR95 dat vanaf 1 september 2014 ESR2010 zou worden);

Gelet op het belang om een beroep te doen op de cel voor financiële informatie als enig contactpunt wegens haar bevoegdheid inzake ESR, de contacten die ze heeft opgenomen met het Instituut voor nationale rekeningen en wegens haar tijdelijke aanwijzing als enig contactpunt bij beslissing van de Regering op 14 februari 2014;

Overwegende dat het uit zorg voor samenhang en doorzichtigheid in het actiekader van de cel blijkt dat het beter is een op deze cel toepasselijk nieuw statuut aan te nemen in plaats van de besluiten die haar heden regelen, waarbij deze nieuwe verankering op de ervaringen van de vorige werking wordt gegrond;

Op de voordracht van de Minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "cel" : de cel voor financiële informatie ingesteld bij artikel 2°;

2° "PPS" : het privaat-publieke samenwerking;

3° "ESR" : het Europees systeem van nationale rekeningen;

4° "INR" : het Instituut voor nationale rekeningen;

5° "broneenheid" : elke eenheid die zowel in de perimeter van de openbare en administratieve entiteiten en van de openbare ondernemingen als buiten die perimeter, beschikt over de gegevens die nodig zijn voor de bepalingen van de ESR-statistieken en degene die vereist zijn in het kader van de buitensporigtekortprocedure (BTP) bedoeld in artikel 126 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VwEU) en het protocol (nr.12) betreffende de procedure bij buitensporige tekorten;

6° "instelling" : de instelling waarop het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van toepassing is;

7° "intern WALCOMFIN-team" : cel opgericht bij de Waalse Regering die de opdracht krijgt om eerstgenoemde bij te staan bij de invoering van de nieuwe overheidsboekhouding in de algemene diensten van het Gewest;

8° "Gewest" : het Waals Gewest.

#### HOOFDSTUK II. — *De cel voor financiële informatie en de opdrachten ervan*

**Art. 2.** De cel wordt bij de Waalse Regering opgericht en wordt onder haar gezag geplaatst. De Minister van Begroting is de primaire ordonnateur.

**Art. 3. § 1.** De cel is belast met een begrotings- boekhoud- en financiële analyse en met een expertise inzake de PPS. Daartoe oefent ze een opdracht van begeleiding, raadgeving, expertise, opvatting en uitvoering van opvolgingsprocedures en -middelen uit.

§ 2. In het kader van haar opdracht van begrotings-, boekhoud- en financiële analyse is de cel belast met :

1° het opvolgen van alternatieve financieringen;

2° de analyse van de ontwerpen van begrotingen en de rekeningen van de openbare administratieve instellingen van de institutionele eenheden vermeld in de sector S.1312 van het Gewest alsook hun impact op het financieringsaldo en de schuldenlast van het Gewest;

3° het bijwonen van de vergaderingen van de financiële of gelijkwaardige comités van de openbare administratieve en op eigen aanvraag gelijkgestelde instellingen op hun verzoek;

4° het uitbrengen van juridische, budgettaire en financiële adviezen ten opzichte van de nieuwe beleidslijnen ingeleid door de Regering of een Minister en hun impacten zowel op het ESR-resulstaat als op de financieringsaldi van de eenheden;

5° de raadgeving aan de openbare administratieve en gelijkgestelde instellingen wat betreft hun financieringsbeleid.

§ 3. In het kader van haar opdracht van expertise inzake openbaar-private samenwerking is de cel belast met :

1° het uitbrengen van een advies binnen een termijn van vijftiendertig dagen over elk PPS-project overwogen door het Gewest of door één van zijn openbare administratieve instellingen;

2° het begeleiden van het Gewest en van zijn openbare administratieve en gelijkgestelde instellingen in de opvatting, de opmaking en de uitvoering en de opvolging van projecten of programma's van PPS;

3° het uitbrengen van een advies en de begeleiding van de plaatselijke besturen die daarom verzoeken voor PPS-projecten, overeenkomstig de beginselen en mechanismen van de omzendbrief van 24 december 2010 van de Minister van Plaatselijke besturen genoemd "privaat-publieke samenwerkingen - Competentie van de cel voor financiële informatie";

4° het waken over de ontwikkeling van de PPS;

5° de vertegenwoordiging van het Gewest binnen de Europese en internationale instanties en fora die openbare eenheden gespecialiseerd in PPS verenigen.

**Art. 4. § 1.** De cel is het enige contactpunt van het Gewest ten opzichte van het INR in het kader van de overmaking van de informatie en statistieken gevraagd door het INR voor de opmaking van de rekeningen van de openbare besturen in de zin van het ESR alsook in kader van de procedure bij buitensporige tekorten.

§ 2. Als enig contactpunt tussen het Gewest en het INR is de cel belast met :

1° de verzameling van de informatie en statistieken vereist door het INR bij de betrokken broneenheden;

2° de vertegenwoordiging van het Gewest binnen werkgroepen die belast zijn, overeenkomstig het protocol gesloten tussen het INR en de Belgische openbare overheden, met het opmaken van de nodige tabellen, spreadsheets en lijsten. In afwachting van deze nieuwe instrumenten en formaten inventariseert de cel voorlopig de informatiebronnen, centraliseert bedoelde cel de modellen van tabellen en spreadsheets die door de broneenheden meegedeeld moeten worden, verspreidt ze die bronnen en verleent ze haar bijstand om ze door de broneenheden aan te vullen;

3° het overmaken binnen de vereiste termijnen van de aanvragen van bijkomende inlichtingen gericht door het INR aan de openbare instanties en met het meedelen van de antwoorden aan het INR;

4° het informeren van het INR over elke wijziging die een impact kan hebben op de overmaking van de gegevens en over de vaststelling van de ESR-statistieken en de procedure bij buitensporige tekorten;

5° de vertegenwoordiging van het Gewest bij de wederzijdse informatievergaderingen zoals voorzien in het samenwerkingsprotocol;

6° de centralisatie en de overmaking aan het INR van de adviesaanvragen die vroeger zijn aangevraagd door de openbare instanties en de broneenheden over de impact van projecten of transacties op het financieringsaldo en de schuldenlast van het Gewest;

7° het oplijsten van statistische gegevens verwacht door het INR, hun overmakingsfrequentie en het vereiste formaat.

In afwachting van deze nieuwe instrumenten en formaten inventariseert de cel voorlopig de informatiebronnen, centraliseert bedoelde cel de modellen van tabellen en spreadsheets die door de broneenheden meegedeeld moeten worden, verspreidt ze die bronnen en verleent ze met de broneenheden aan te vullen.

Indien het INR een aanvraag rechtstreeks aan de broneenheid richt, informeert het INR er de cel over.

**Art. 5.** De cel zorgt voor de maandelijkse overmaking aan de federale Staat van begrotingsgegevens met betrekking tot de op kasbasis of op boekhoudkundige basis gerealiseerde uitgaven en ontvangsten van de institutionele eenheden die behoren tot sector S.1312 van het Gewest, met uitzondering van de gegevens betreffende de Diensten van de Regering en de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 6.** De Regering of elke van de Ministers verzoekt er de cel om analyses en specifieke juridische, begrotings-, boekhoudkundige en financiële audits uit te voeren ten opzichte van projecten of procedures betreffende de in de artikelen 2 tot 4 bedoelde opdrachten. De cel brengt schriftelijk haar advies uit aan de Regering of aan de Minister.

**Art. 7.** De cel beschikt bij de broneenheid over alle inlichtingen nodig voor de uitoefening van haar opdrachten.

### HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en organisatie van de cel*

**Art. 8.** Het personeel van de cel bestaat uit :

1° een leidend deskundige van niveau A verantwoordelijk voor de cel;

2° twee leidend adjunct-deskundigen van niveau A;

3° een deskundige van niveau A belast met de opvolging van de ontwikkeling van openbare en private boekhoudnormen;

4° een deskundige van niveau A belast met de opvolging van de ontwikkeling van de bronnen, modaliteiten en voorwaarden van de financiering van de administratieve openbare en gelijkgestelde instellingen;

5° tien voltijds equivalenten van niveau A;

6° vijf voltijds equivalenten van niveau B, C of D.

**Art. 9.** § 1. De personeelsleden van de cel worden door de Waalse Regering op voorstel van de Minister van Begroting aangewezen.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt de deskundige belast met de opvolging van de openbare en private boekhoudnormen door de Regering en op voorstel van de Minister van Begroting aangewezen binnen de leden van het Rekenhof.

**Art. 10.** De leidend deskundige bedoeld in artikel 8, 1°, is verantwoordelijk voor de algemene coördinatie van de cel met inbegrip van haar administratief beheer.

Eén van de leidend adjunct-deskundigen bedoeld in artikel 8, 2°, is verantwoordelijk voor de opdrachten inzake de begrotings- boekhoud- en financiële analyse en de expertise inzake de PPS.

Eén van de leidend adjunct-deskundigen bedoeld in artikel 8, 2°, is verantwoordelijk voor de opdracht m.b.t. het enig contactpunt van het INR.

De leidend deskundige en de leidend adjunct-deskundigen bedoeld in artikel 8, 1° en 2°, kunnen de verdeling van de opdrachten in onderlinge samspraak opnieuw bepalen wegens de nieuwe opdrachten toevertrouwd aan de cel.

**Art. 11.** Een opvolgingscomité vergadert driemaandelijks. Het bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van elke Minister van de Regering;

2° één vertegenwoordiger van het Overkoepelend Directoraat-generaal begroting, logistiek en informatie- en communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst;

3° één vertegenwoordiger van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke besturen, Sociale actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst.

De door de cel uitgevoerde analyses worden aan de leden van het comité overgemaakt.

De cel maakt een driemaandelijks activiteitenverslag aan de Minister-President, de Ondervoorzitters en de Minister van Begroting over. Ze maakt een jaarlijks activiteitenverslag aan de Regering over.

### HOOFDSTUK IV. — *Administratief en geldelijke toestand van het personeel*

**Art. 12.** Het personeel van de cel bestaat uit :

1° personeelsleden aan het einde van de in artikel 31, § 1, bedoelde procedure;

2° personeelsleden van het intern WALCOMFIN-team aan het einde van de in artikel 31, § 2, bedoelde procedure;

3° leden van de diensten van de Regering of van een instelling, die ter beschikking worden gesteld overeenkomstig artikel 445 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

4° gedetacheerde leden die ressorteren onder ofwel :

a) een dienst of een instelling van openbaar nut van de federale uitvoerende macht;

a) een dienst of een instelling van openbaar nut van een andere uitvoerende macht dan die van het Gewest;

c) een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

d) een inrichting van openbaar nut bedoeld in wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

e) een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

f) een gesubsidieerde onderwijsinrichting;

5° leden aangewezen door de Regering die niet ressorteren onder één van de diensten bedoeld in 1°, 2°, 3° of 4°.

De rechtsregeling van de personeelsleden van de cel is van het statutair type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Ze worden onderworpen aan de sociale zekerheidsregeling van de contractuele personeelsleden van de Staat.

**Art. 13.** § 1. De personeelsleden van de cel die geen deel uitmaken van de diensten van de Regering of van een instelling genieten een jaarlijkse toelage die in de plaats komt van de wedde vastgelegd als volgt:

1° voor de leidend deskundige en de leidend adjunct-deskundigen, een bedrag tussen 40.790,86 euro en 66.115,99 euro;

2° voor de andere leden van niveau A, een bedrag tussen 21.112,38 euro en 56.517,16 euro;

3° voor de medewerkers, een bedrag tussen 13.257,38 euro en 39.981,53 euro.

§ 2. Bij gemotiveerde beslissing en binnen de perken van de aan de cel toegekende begrotingskredieten kan de Minister van Begroting mits instemming van de Minister-President de in § 1 bedoelde toelagen verhogen.

**Art. 14.** § 1. De personeelsleden van de cel, gedetacheerd van een dienst van de Regering of van een instelling, behouden hun bezoldiging.

§ 2. De in § 1 bedoelde leden genieten een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de jaarlijkse kabinetstoelage toegekend aan de personeelsleden van de diensten van de Regering of van elke openbare dienst die in de kabinetten gedetacheerd worden overeenkomstig het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

**Art. 15.** § 1. De geldelijke toestand van de personeelsleden van de cel die ressorteren onder een dienst of een instelling van openbaar nut van de federale uitvoerende macht, van een dienst of instelling van openbaar nut van een andere uitvoerende macht dan die van het Gewest, van een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, van een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of van een gesubsidieerde onderwijsinrichting wordt geregeld als volgt:

1° wanneer de dienst van oorsprong aanvaardt om de betaling van de wedde voort te zetten, wordt een jaarlijkse toelage zoals bedoeld in artikel 14, § 2, aan het personeel toegekend;

2° wanneer de werkgever de terugbetaling van de wedde vereist, betaalt het Gewest aan de dienst van oorsprong de bezoldiging van het personeelslid van de cel, het vakantiegeld, de eindejaarspremie en elke andere toelage en vergoeding terug, die berekend worden overeenkomstig de bepalingen die op bedoelde cel van toepassing zijn in haar dienst van oorsprong, verhoogd, in voorkomend geval, met werkgeverslasten;

3° wanneer de dienst van oorsprong de betaling van de wedde opschort, ontvangt het personeel van de cel, ten laste van de begroting van het Gewest, een jaarlijkse toelage die in de plaats komt van de wedde, verhoogd met de in artikel 14, § 2, bedoelde jaarlijkse toelage die nochtans niet hoger noch kleiner mag zijn dan de verhoogde bezoldiging van de bijkomende wedde, premies en verschillende vergoedingen in de ruimste zin en dan de toelage die de betrokkene zou ontvangen indien de in 1° bedoelde bepalingen op hem van toepassing zijn.

**Art. 16.** De leden van de cel hebben recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage en vergoeding tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Waalse Regeringsdiensten gelden.

**Art. 17.** De wedden, bezoldigingen, vergoedingen en toelagen van de personeelsleden aangewezen door de Waalse Regering zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

**Art. 18.** De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 13 tot 15 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandelijkse toelage is gelijk aan een 1/12de van het jaarlijkse bedrag. Wanneer de maandelijkse toelage niet volledig verschuldigd is, wordt bedoelde toelage uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in het geldelijk statuut de Waalse Ambtenarencode.

**Art. 19.** De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 13 tot 15 worden aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen gekoppeld overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld; ze worden aan het spindexcijfer 138.01 van 1 januari 1990 gekoppeld.

**Art. 20.** De bepalingen bedoeld in het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering inzake verlof en afwezigheden zijn mutatis mutandis van toepassing op de personeelsleden van de cel.

#### HOOFDSTUK V. — *Diverse kosten, gebruik van voertuigen*

**Art. 21.** § 1. De bepalingen van de Waalse Ambtenarencode inzake verblijf- en reiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen in het belang van de dienst en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn mutatis mutandis toepasselijk op het personeel van de cel.

§ 2. De personeelsleden van de cel kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten.

Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald met verwijzing naar de jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoedingen die ter vervanging van de maaltijdcheques aan de personeelsleden van de kabinetten toegekend kunnen worden en die bedoeld zijn in het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering:

1° de vergoeding van kabinetschef voor de leidend deskundige en de leidend adjunct-deskundigen, van raadsheer of van attaché voor de andere personeelsleden van niveau A;

2° de vergoeding van medewerker of boekhouder voor de personeelsleden van niveau B, C of D.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiséerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens 30 kalenderdagen afwezigheid.

§ 3. De personeelsleden wier woonplaats en administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van de cel liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de Minister van Begroting en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks worden verlengd. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt. Die maatregel mag niet inhouden dat het personeelslid ingedeeld wordt in een lagere klas dan die welke hij geniet in zijn oorspronkelijke bestuur.

§ 4. Binnen de perken van de begrotingskredieten van de cel bepaalt de Minister van Begroting het individuele kilometercontingent dat jaarlijks moet worden toegekend aan de andere personeelsleden van de cel die ertoe kunnen worden gemachtigd hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken in het belang van de dienst onder dezelfde voorwaarden als die welke waarin is voorzien bij de Waalse Ambtenarencode. De contingent mag echter niet hoger zijn dan 12 000 km per jaar per begunstigde. De terugbetaling geschiedt pas na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsverklaring die gestaafd wordt door bewijsstukken waaruit de verplaatsingen om dienstredenen blijken.

§ 5. De nadere regels voor de aankoop en het gebruik van ambts- en dienstvoertuigen, de nadere regels voor de bijdrage in de abonnementskosten voor het vaste en het mobiele telefoonnet, fax en internet en de communicatiekosten van de personeelsleden van de Cel worden geregeld bij de omzendbrief van de Waalse Regering die toe te passen procedures, o.a. inzake het beheer en de werking van de ministeriële kabinetten bepaalt en harmoniseert zoals bedoeld in het vigerende besluit van de Waalse Regering betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

#### HOOFDSTUK VI. — *Ambtsneerlegging en vertrektoelagen*

**Art. 22.** Als de personeelsleden van de cel die niet in aanmerking komen voor de forfaitaire vertrektoelage bedoeld in artikel 23 wegens de behoeften van de dienst hun jaarlijks vakantieverlof niet geheel of gedeeltelijk hebben kunnen opnemen voor hun ambt definitief beëindigd is, krijgen ze een compenserende toelage waarvan het bedrag gelijk is aan hun laatste wedde betreffende de niet opgenomen verlofdagen.

Voor de toepassing van dit artikel is de wedde die in overweging dient te worden genomen, de wedde die verschuldigd is wegens volledige prestaties, met inbegrip van eventueel de haard- of de standplaatstoelage en, in voorkomend geval, het bedrag van de verhoging van de toelage die in de plaats komt van de wedde.

**Art. 23.** § 1. De Minister van Begroting kan onder de in §§ 3 en 4 vermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personeelsleden die een functie binnen de cel hebben uitgeoefend en geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten.

Een overlevingspensioen of het door een Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn gewaarborgd bestaansminimum wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2. De forfaitaire toelage wordt toegekend naar rato van :

- 1° één maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes volle maanden;
- 2° twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot twaalf volle maanden;
- 3° drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot achttien volle maanden;
- 4° vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot vierentwintig volle maanden;
- 5° maximum vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

De primaire ordonnateur of zijn afgevaardigde moet de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de Kabinetten voor iedere rechthebbende zo spoedig mogelijk de nodige gegevens verstrekken voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage.

§ 3. De vertrektoelage wordt in maandelijks bedragen toegekend. Onverminderd § 1 wordt de toelage uitbetaald voor zover de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de in § 4 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die :

- 1° functies binnen de cel hebben uitgeoefend en wier inkomens enkel bestaan uit de bezoldiging verbonden met de uitoefening sinds minstens drie maanden voor de neerlegging van de functies bij de cel, van een mandaat van burgemeester, schepen of voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- 2° uitsluitend één of meer deeltijdse functies vervullen in de privé-sector of bij een dienst die onder een wetgevende overheid ressorteert, een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling of één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist genieten die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen;
- 3° werkloosheidsuitkeringen of wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsvergoedingen ontvangen.

De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2 en verminderd, na weging, met :

1° met de totale som die voor de overeenstemmende periode aan de betrokkene verschuldigd is ter bezoldiging van onvolledige functies in de privé of openbare sector of als pensioen naar gelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage betrekking heeft op de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse dienstverstrekking binnen een de cel;

2° inkomsten van een werkloosheidsuitkering of met wettelijke ziekte- invaliditeits- of moederschapsvergoedingen.

§ 5. Het maandelijks brutobedrag van de forfaitaire vertrektoelage is het geïndexeerde maandelijks brutobedrag van de in artikel 13, § 1, bedoelde als wedde geldende toelage, met inbegrip van het bedrag van de verhoging waarvan ze het voorwerp had kunnen uitmaken, verhoogd in voorkomend geval met de hard- of standplaatstoelage betreffende de laatste maand van activiteit die de betrokken persoon heeft uitgeoefend tijdens minstens drie maanden, gewogen volgens de prestatieregeling van de begunstigde die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van genoemde kabinetstoelage.

§ 6. De personen die hun ambt vrijwillig neerleggen komen niet in aanmerking voor de vertrektoelage.

#### HOOFDSTUK VII. — *Ordonnateurs, boekhouder en delegaties*

**Art. 24.** Er wordt een machtiging verleend aan de kabinetschef van de Minister van Begroting om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 09 van organisatie-afdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel van de cel.

**Art. 25.** Er wordt aan de leidend deskundige van de cel tot en met het bedrag van 8.500 euro, exclusief btw, een machtiging verleend om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te betalen die toerekenbaar is op basisallocaties 12.01 en 74.01 van programma 09 betreffende, respectievelijk, de werking van de cel en de aankoop van allerlei goederen van organisatie-afdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

**Art. 26.** § 1. De Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten is belast met de administratieve bijstand in de personeelszaken van de cel en de loonadministratie van de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel van de cel.

§ 2. Er wordt een machtiging verleend aan de adviseur verantwoordelijk voor de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten om elke uitgave vastgelegd door de primaire ordonnateur of zijn gemachtigden bedoeld in de artikel 24 en 25 te ordonnanceren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 09 van organisatie-afdeling 12 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de wedden, vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel van de cel.

**Art. 27.** De bepalingen van de artikelen 24, 25 en 26 hebben niet als gevolg dat de primaire ordonnateur uit zijn bevoegdheid ontheven wordt om alle in dit besluit bedoelde uitgaven vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

**Art. 28.** Een gedecentraliseerde penningmeester wordt aangewezen onder de personeelsleden van de cel.

Er worden hem voorschotten verleend met inachtneming van de maximumbedragen vastgesteld in het beschikbare gedeelte van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor de gedecentraliseerde penningmeesters van de Waalse Overheidsdienst ter betaling van de schuldvorderingen die 8.500 euro, btw niet meegerekend, niet overschrijden.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Uitrusting en werkingsmiddelen*

**Art. 29.** De Regering treft de nuttige maatregelen om lokalen, meubilair en software- en kantoorautomatiseringsbenodigdheden voor de werking ervan ter beschikking van de cel te stellen. De benodigdheden kunnen aangekocht of gehuurd worden.

**Art. 30.** Met inachtneming van de bepalingen betreffende de overheidsopdrachten stelt de leidend deskundige van de cel de dienstencontracten voor om zich met name de medewerking verzekeren van adviesbureaus die de cel in haar opdrachten zullen bijstaan. Hij bereidt in voorkomend geval de aankoopvoorstellen voor die ter aanvulling van de beoogde materiële middelen nodig zijn.

#### HOOFDSTUK IX. — *Slot- en overgangsbepalingen*

**Art. 31.** § 1. De leden van de cel voor financiële informatie ingesteld bij het besluit van 24 maart 2005 worden van ambtswege in de bij dit besluit opgerichte cel opgenomen. Ze behouden hun administratief en geldtoestand.

§ 2. De personeelsleden van het intern WALCOMFIN-team in functie op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van de personeelsleden wier de terbeschikkingstelling niet verlengd wordt, worden vrijwillig opgenomen in de bij dit besluit opgerichte cel. Ze behouden hun administratief en geldtoestand.

De in het eerste lid bedoelde leden worden door de Minister van Begroting op de hoogte gebracht van de optiemogelijkheid die voor hen open is. Ze beschikken over tien dagen om de Minister van Begroting in kennis te stellen van hun keuze. In geval van optie ten gunste van een aanstelling binnen de cel, worden ze van ambtswege in de cel opgenomen en behouden ze hun administratief en geldtoestand.

**Art. 32.** De cel verzekert zich van de verenigbaarheid tussen de verwijzingen naar dit besluit en elk nieuw besluit betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering.

In geval van een onverenigbaarheid, een incoherentie of elke toepassingsmoeilijkheid van dit besluit voortvloeiend uit de inwerkingtreding van een nieuw besluit betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering richt de cel de Regering de wijzigingsvoorstellen van dit besluit die ze nuttig acht om daaraan te verhelpen.

**Art. 33.** Het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen wordt opgeheven.

**Art. 34.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 35.** De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
A. ANTOINE